



PREFET DE L'AUBE

Arrêté n° *BENV2017135-0001*

Installations classées pour la protection de l'environnement

Société TCP DEVELOPPEMENT
Commune de SAINT-ANDRE-LES-VERGERS

Arrêté préfectoral de mise en demeure

La préfète de l'Aube,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-4326 du 30 novembre 2007 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-2270 du 13 juillet 2010 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées suite aux visites des 25 janvier et 10 mars 2017, transmis par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 10 avril 2017 à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la société TCP DEVELOPPEMENT exploite sur la commune de SAINT-ANDRE-LES-VEGERS une plate-forme logistique comprenant des cellules dédiées au stockage de produits dangereux pour l'environnement ;

CONSIDERANT la troisième phrase du dernier paragraphe de l'article 7.3.5.4 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2007 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juillet 2010 sus-visé qui prescrit :

« Si la cellule dédiée aux produits dangereux contient de tels produits, elle ne peut pas être complétée avec des produits dits classiques »

CONSIDERANT le premier point de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30/11/2007 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/07/2010 sus-visé qui prescrit :

*« L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :
d'un réseau de poteaux incendie normalisés incongelables alimentés côté bâtiment
5. Ces poteaux sont alimentés par un réseau de distribution d'eau non potable. Le débit de chacun des poteaux doit être au minimum de 60 m³ par heure sous une pression de 1 bar (...)» ;*

CONSIDERANT qu'il a été constaté les 25 janvier et 10 mars 2017 la présence simultanée de produits dangereux pour l'environnement et de produits combustibles classiques dans la même cellule ;

CONSIDERANT qu'il a été constaté les 25 janvier et 10 mars 2017 que les débits de certains poteaux d'incendie n'atteignaient pas 60 m³ par heure sous une pression de 1 bar ;

CONSIDERANT que les manquements exposés ci-avant sont susceptibles d'accroître la probabilité et la gravité d'un incendie, enjeux majeur pour un entrepôt logistique ;

CONSIDERANT qu'il convient par conséquent de mettre en demeure l'exploitant de satisfaire à ses obligations en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement sus-visé ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER : OBJET

La société TCP DEVELOPPEMENT, dont le siège social est situé 119 route d'Auxerre à SAINT-ANDRE-LES-VERGERS (1012), est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite à la même adresse :

- de respecter la troisième phrase du dernier paragraphe de l'article 7.3.5.4 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2007 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juillet 2010 sous un délai de 8 jours ;
- de respecter le premier point de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30/11/2007 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/07/2010 sous un délai d'un mois.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article premier du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION

Le présent arrêté est notifié à la société TCP DEVELOPPEMENT à SAINT-ANDRE-LES-VERGERS.

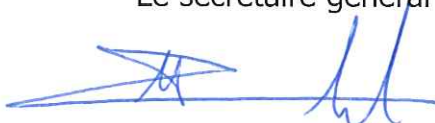
Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la mairie de SAINT-ANDRE-LES-VERGERS.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires, l'administratrice générale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le **15 MAI 2017**

La préfète,
Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général



Mathieu DUHAMEL

